



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1956>

Contribution de l'ÉÉ à l'entrée du CDFN (Sept 2015)

- FSU -



Description :

Le contexte de la rentrée :

Grèce ; Migrants ; Code du travail ; Réforme du collège ; PPCR...

Action ?

L'École Émancipée

Alors que la population grecque, notamment la jeunesse, avait, après des années d'austerité imposée par la troïka, mis ses espoirs dans Syriza, l'expérience du seul gouvernement européen dirigé par une gauche qui s'opposait à l'austerité est mise en échec par l'acceptation du 3eme memoremendum.

Les responsables en sont d'abord les dirigeant-es des institutions européennes qui ont orchestré une entreprise d'humiliation, de casse contre le gouvernement grec, n'hésitant pas à recourir à l'insulte contre un 1er ministre démocratiquement élu afin de réduire à néant toute velléité d'alternatives aux politiques austéritaires dans les autres pays européens.

Dans cette politique du diktat, le gouvernement français était aussi en première ligne. En ne s'opposant pas à celles et ceux qui voulaient mettre à genoux le gouvernement grec, en orchestrant avec Merkel la farce des « négociations », Hollande a largement contribué au « coup d'état » financier du 13 juillet et confirmé l'orientation libérale qu'il poursuit en France.

Cet échec montre aussi les limites de la politique menée par Syriza. Face aux menaces d'expulsion de la zone euro, le gouvernement n'avait pas de plan B permettant de contourner les règles édictées par l'Eurogroupe.

Il avait laissé en place des responsables, comme le gouverneur de la Banque centrale grecque, nommés par Samaras. Il n'avait pas pris les mesures pour empêcher la fuite des capitaux qui a rendu le système bancaire exsangue.

Il n'avait que très tardivement, au moment du référendum du 5 juillet, mobilisé la population contre le Diktat de l'Eurogroupe, sans en faire ensuite un instrument du refus absolu.

Cette séquence porte un coup à tous ceux qui, dans l'UE, portent le refus d'une politique austéritaire et veulent une autre Europe. Elle oblige à se questionner sur les moyens à mettre en oeuvre pour refuser dans les faits les règles de l'Eurogroupe et pouvoir développer une autre politique, alternative au libéralisme.

Au cours de l'été, la question des migrants vient fracasser aussi le fonctionnement et les idéaux de l'UE. C'est la course à l'échalote du pays qui en fait le moins... Depuis longtemps, la France s'illustre de triste façon à ce sujet, refusant d'abord d'accueillir les migrants à la frontière avec l'Italie et, de l'autre côté, leur bloquant l'accès à Calais pour satisfaire aux exigences de Cameron et éviter leur passage en Grande Bretagne. Et en septembre, au moment de l'afflux des immigrant-es aux portes de l'Europe, c'est silence radio de la part du gouvernement. Pas étonnant que les Français ne soient pas à ce jour majoritairement favorables à l'accueil des migrants : d'une part, ils subissent les discours xénophobes d'une droite de plus en plus réactionnaire et de l'extrême droite (Marine Le Pen n'a plus rien à envier à son père sur le sujet), d'autre part, le gouvernement s'illustre depuis des mois dans une chasse aux sans papiers, un rejet des étrangers, notamment des roms, et une stigmatisation continuelle des populations prétendument musulmanes... Et ce alors que les préfet-es et les élu-es locaux de tous bords rivalisent en matière d'expulsions de squats et de démantèlements de campements. Un contexte, un discours qui pèsent sur l'opinion. L'attentat du Thalys a été l'occasion pour Hollande de dérouler un discours conservateur, moral et martial, déclarant la guerre au « mal ». Il s'est présenté lors de sa 6ème conférence de presse comme le Président-chef des armées et a décidé des frappes en Syrie sans en mesurer le coût économique et humain, ni en prévoir une quelconque efficacité.

L'Europe a plus que jamais besoin d'adopter des mesures communes pour un accueil digne des migrant-es et de

faire respecter sur son sol les droits à la libre circulation, à la libre installation, à l'accès aux droits humains élémentaires (logement, éducation, santé, emploi). Une réponse commune et responsable est indispensable au niveau de l'UE, pour tourner le dos à l'Europe-forteresse, pour empêcher que l'accueil des réfugiés ne donne lieu à une simple politique de quotas ou encore qu'il ne se résume à un « tri » entre les réfugiés (politiques, économiques, climatiques...). Hollande détermine un chiffre (24000), tombé du ciel, de réfugiés pour les deux ans à venir, soit quasiment autant que l'Allemagne...en quelques jours. Il n'y a pas de quoi être fiers !

Pendant ce temps, Hollande ne change rien et va jusqu'au bout de sa politique libérale : une petite annonce cynique un jour sur la TVA sociale de Sarkozy (qu'il a alors combattue, mais qu'il regrette aujourd'hui de ne pas avoir adoptée) et d'autres annonces lors de sa conférence de presse pour confirmer qu'on est bien face à un gouvernement qui sert avant tout le patronat et la finance. Il a présenté des mesures fiscales (principalement une baisse de 2 Mds de l'impôt sur le revenu) qui, loin de viser une meilleure distribution de l'impôt, le disqualifient plutôt un peu plus. En effet, l'INSEE prévoit une croissance nulle pour le dernier trimestre, et sans croissance, pour tenir ces baisses, ce sont les dépenses publiques qu'il faudra réduire : loin de mettre en place une grande réforme fiscale globale (qui vise aussi les impôts indirects, plus injustes et organise une autre répartition des richesses), il renonce par cette mesure à démontrer